

Retour vers le futur... de l'éducation

Anne LEBLANC

En septembre 2020, l'OCDE¹ a publié un document proposant une réflexion stratégique sur l'avenir de l'école².

L'idée n'est pas de faire des prédictions à la Nostradamus. Les scénarios ne sont pas des centuries, mais des outils pour les professionnels et les décideurs chargés de préparer les systèmes scolaires aux défis des vingt prochaines années. Sans jamais oublier que, nous en sommes les témoins un peu malheureux en ces temps de pandémie, «*l'avenir aime nous surprendre*». Faut-il réfléchir en partant de l'existant en l'améliorant ou faut-il tout changer en utilisant autrement les personnes, les espaces, le temps et la technologie? That's the question.

Premier scénario : transformation du système scolaire

Fondement de la compétitivité économique, les pays ont intensifié leurs efforts pour faciliter l'accès au système scolaire formel dès les toutes premières années de la vie ainsi qu'à l'enseignement supérieur. Les diplômes sont toujours les passeports menant à la réussite sociale et économique, mais gagnent une plus-value s'ils sont accompagnés d'une reconnaissance de compétences acquises dans des expériences moins formelles liées par exemple au volontariat. Le système reste bureaucratique notamment à travers les programmes et les outils d'évaluation communs. Si l'on valorise la coopération et l'esprit d'entreprendre, c'est d'abord la volonté d'uniformité, d'application de normes communes mettant l'accent sur les connaissances de base qui prédomine. La classe reste au cœur du système même si on l'articule avec l'enseignement à distance. Le suivi des élèves change grâce aux «*learning analytics*» et à la reconnaissance faciale. Les commentaires sur les progrès ou les retards sont directement communiqués à l'élève et aux parents. Fini les arrêts pour tester, l'évaluation et l'instruction se font simul-

tanément. Un corps enseignant réduit et bien formé se charge de concevoir les contenus et les activités d'apprentissage. Par contre, leur mise en œuvre peut être confiée à des robots avec du personnel moins qualifié ou simplement via un logiciel éducatif. Les élèves étant plus autonomes, les équipes éducatives peuvent mieux veiller à leurs besoins émotionnels et à leur motivation.

Deuxième scénario : externalisation et effondrement

Diverses initiatives privées et communautaires apparaissent comme alternatives à la scolarisation. Les modalités de travail plus flexibles liées à l'informatisation ont permis aux parents de s'impliquer plus dans l'éducation des enfants. Prestataires privés et publics se font concurrence pour améliorer une offre qui prend de multiples formes : enseignement à domicile, tutorat, apprentissage en ligne. Le rôle de l'offre publique se transforme en une solution de services de garde gratuits aux parents tout en offrant aux enfants des possibilités d'apprentissage structurant leur journée. Plus cette externalisation s'accroît, plus les modèles bureaucratiques de gouvernance et de responsabilité se réduisent. Cette privatisation des parcours éducatifs individualisés provoque une plus grande fragmentation sociale. L'effondrement des structures rigides de la scolarité permet une flexibilité des parcours respectant le rythme des apprenants. Ils peuvent combiner «*apprentissage formel*» et autres activités de loisir ou de travail. Si la structure organisationnelle classique disparaît, certains aspects persisteraient comme les places respectives des enseignants et des élèves. Mais dans une offre d'enseignement aussi variée, les différents prestataires recrutent les ressources humaines en fonction de leurs

objectifs et de leurs besoins. La variété des profils d'enseignement s'accroît, les modalités de travail et les statuts professionnels sont multiples. L'univers professionnel change radicalement et les logiques actuelles en termes de carrière sont dépassées.

Scénario trois : disparition des murs de l'école

Les écoles gardent leur rôle, mais développent des liens très étroits avec les acteurs des communautés locales. Ceux-ci prennent de plus en plus d'initiatives pour atteindre des objectifs d'éducation conformes à leurs valeurs. Dans ce fonctionnement local, la logique n'est plus à l'uniformité des systèmes scolaires. Les parcours personnalisés sont privilégiés dans un cadre de travail collaboratif, d'auto-évaluation et de responsabilisation des pairs. Les notes et leur logique de tri disparaissent. Les professionnels de l'enseignement poursuivent leur tâche, mais plus forcément dans les limites des classes et de l'école. Le numérique porte cet écosystème éducatif large où l'école reste certes une pièce maîtresse, mais en lien avec les variétés de compétences proposées par les différents acteurs de la communauté dans laquelle elle s'ins-





© Stocklib

crit. C'est la fin des programmes d'étude uniformes et rigides. Les moments d'apprentissage sont définis en fonction des besoins collectifs locaux et des besoins de l'apprenant. Ce scénario suppose une grande confiance dans toutes les qualités pédagogiques des enseignants. Ils doivent être capables, en lien avec les prestataires externes, d'adapter sans cesse les activités d'apprentissage. Les murs étant tombés, d'autres professionnels trouvent une place plus importante dans ce centre ouvert d'apprentissage qu'est devenue l'école : institutions culturelles diverses, pôles technologiques, mais aussi les parents.

Scénario quatre : mort de l'école

La connectivité généralisée donne accès à de multiples possibilités gratuites d'apprentissage. De plus, les outils numériques permettent l'évaluation et la certification des compétences quasi instantanément. Dans ce cadre, le rôle fiable, y compris pour les diplômes, joué par l'école n'est plus nécessaire. Ce démantèlement du système scolaire et de ses infrastructures coûteuses libère des moyens pour financer autrement l'éducation. Celle-ci est donc totalement per-

sonnalisée, grâce à toutes les sources possibles, car toutes sont légitimes. Les limites entre éducation, travail et loisirs sont devenues floues. La différence entre éducation formelle et informelle disparaît. Une partie des infrastructures scolaires subsiste sans exigence obligatoire pour accueillir les enfants de manière ponctuelle. La numérisation a autorisé la création d'autres espaces d'apprentissage, des « infrastructures intelligentes ». Les entreprises numériques mondiales jouent évidemment un rôle clé dans cette configuration même si rien n'empêche en la matière des initiatives ascendantes et non lucratives. Le professionnel de l'enseignement disparaît dans cette dynamique. Les individus sont qualifiés de « prosommateurs » (des consommateurs professionnels) de leur propre apprentissage.

Que faire ?

Après ce descriptif quelque peu inquiétant, il est bon de rappeler que ces quatre scénarios sont d'abord des outils de réflexion. Actuellement, dans tous les pays de l'OCDE, l'école emploie beaucoup de personnel et en prend en charge des millions d'élèves. Elle reste une institution forte. Difficile donc de confronter

celle-ci à ce qui est proposé ici comme avenir possible. D'autant que certaines possibilités s'éloignent fortement des valeurs portées par l'école aujourd'hui. Mais, selon les auteurs de cette étude, notre monde complexe et imprévisible nous contraint à faire ce travail de prospective. Celui-ci, complexe, doit intégrer une réflexion de fonds sur la place et le rôle des différents acteurs : enseignants, autorités éducatives et pouvoirs publics. L'exercice est difficile, car comme toutes les organisations, le système scolaire est traversé par de multiples tensions et paradoxes (moderniser ou perturber, global contre le local, etc.). Nous l'avons vu, pour chaque scénario, le numérique joue bien sûr un rôle central. L'expérience de ces derniers mois nous aura au moins appris, comme **François DUBET** le disait dans un article paru dans ces pages en octobre 2020, que, malgré toutes les potentialités de la technologie, en ces temps de COVID « *les gamins ont manqué d'école* ». Le rôle social primordial de cette dernière, dans toutes ses dimensions humaines, ne devrait pas être oublié dans cet exercice de prospective.■

1. Organisation de coopération et de développement économiques

2. <https://doi.org/10.1787/178ef527-en>